

Travail de réflexion sur un Master francophone de formation des enseignants par un groupe de 9 représentants d'établissements francophones

Abdelbaki BENZIANE(ENSET, Algérie), Paul BUSUTTIL (IUFM d'Auvergne, France), Tidjane DIALLO (ISSEG, Guinée), Nada MOGHAIZEL-NASR (Univ. Saint-Joseph, Liban), Thierry KARSENTI Université de Montréal, (Québec), Maman SALEY (ENS, Niger), Constantin PETROVICI (Université Alexandru Ioan Cuza, Roumanie), Abdoul SOW (Fastef-UCAD, Sénégal), Mai Yen Tran Thi (CREFAP, Vietnam)
Coordonnateur RIFEFF : Raymond-Philippe GARRY (France)

Historique

Le groupe de travail « Un Master francophone de formation des enseignants du secondaire » a été créé en avril 2007.

A la suite d'une proposition de création d'un tel groupe* qui a paru dans le bulletin de liaison du RIFEFF en janvier 2007, neuf établissements, membres de ce réseau, se sont portés volontaires pour faire partie de ce groupe, comprenant les représentants des établissements suivants (pays par ordre alphabétique) :

Algérie : Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique d'Oran (Abdelbaki Benziane).

France : Institut Universitaire de Formation des Maîtres d'Auvergne/Université Blaise Pascal, Clermont II (Paul Busuttill).

Guinée : Institut Supérieur des Sciences de l'Education de Guinée à Conakry (Tidjane Diallo).

Liban : Faculté des Sciences de l'Education (Nada Moghaizel-Nasr) et Institut Libanais d'Educateurs de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (Garine Zohrabian).

Niger : Ecole normale Supérieure de l'université Abdou Moumouni de Niamey (Maman Saley).

Québec : Faculté des Sciences de l'Education de l'Université de Montréal (Thierry Karsenti).

Roumanie : Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education de l'Université Alexandru Ioan Cuza de Iasi (Constantin Petrovic).

Sénégal : Faculté des Sciences et Technologies de l'Education et de la Formation de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Abdoul Sow).

Vietnam : Université de Pédagogie de Ho Chi Minh ville et Centre Régional de Formation pour l'Asie Pacifique (CREFAP) (Thi Mai Yen Tran).

*Ce groupe constitue un bon échantillon de nos établissements d'appellations variées, avec des Facultés, des Instituts, des Ecoles Normales Supérieures, des Universités ; les régions aussi sont diverses ainsi que les formations.

Les objectifs, sur ce que l'on a considéré comme le court terme, c'est-à-dire d'ici le colloque de Guadeloupe en novembre 2007, ont été d'échanger sur les cursus de formation des enseignants du secondaire et de dégager les premières pistes d'un véritable travail en commun pour tenter d'aller vers une forme d'harmonisation de nos formations d'enseignants ; ces travaux devant faire l'objet d'une présentation préliminaire au colloque. A cette date le groupe pouvant être élargi à d'autres établissements.

A plus long terme (2 à 3 ans), il s'agissait de montrer qu'au sein de la francophonie, il est possible de mettre en exergue dans nos établissements des formations homogènes, de qualité, s'appuyant largement sur les technologies de l'information et la communication et lisibles à l'international, avec des échanges de formateurs et d'étudiants...tout un programme.

Démarche suivie :

Compte tenu de la distance entre les partenaires de ce projet, la démarche choisie a été celle d'un échange entre eux, à partir d'une série de trois questionnaires successifs.

Le premier de 10 questions avait pour but une connaissance du système de formation des enseignants dans les 9 établissements considérés, nous en donnons ci-dessous les résultats :

Courte synthèse des réponses de nos 9 établissements suite au questionnaire n°1

(par mesure de facilité, les établissements sont désignés par leurs pays respectifs) :

Q°1. La formation des enseignants du secondaire est-elle actuellement sur 5 ans ?	
Oui	Algérie, France, Liban, Roumanie
Non	Guinée, Québec, Niger, Sénégal, Viet Nam
Si non combien	Plutôt 4 ans

Q°2. La formation est-elle en évolution ?	
Oui	Algérie, France, Liban, Guinée, Roumanie, Sénégal, Viet Nam
Non	Québec, Niger

Q°3. La formation est-elle actuellement dans le cadre du LMD européen (ou équivalent) ? (c'est à dire 3 ans + 2 ans)	
Oui	France, Liban, Roumanie, Viet Nam
Non	Algérie, Guinée, Québec, Niger, Sénégal
Si non est-ce prévu	Oui pour la guinée et le Niger

Q°4. La formation est-elle déclinée actuellement par crédits ?	
Oui	Liban, Québec, Roumanie
Non	France, Guinée, Sénégal
Si non est-ce prévu	Oui pour la France et le Sénégal

Q°5. Un premier diplôme est-il délivré après les trois premières années d'études ?	
Oui	France, Liban, Guinée, Niger, Roumanie
Non	Algérie, Québec, Sénégal, Viet Nam
Si oui, est-il à dominante disciplinaire ou professionnel ?	
	Disciplinaire pour : France, Liban, Guinée, Niger, Roumanie

Q°6. La qualification de sortie est-elle sous la forme ?	
d'un examen	Algérie, Liban, Guinée, Niger, Roumanie, Sénégal, Viet Nam
d'un concours	France (concours + validation)
autre (à préciser)	Québec (cumul de crédits)

Q°7. Vos remarques éventuelles à l'attention du groupe	
Peu de remarques	

Q°8. Si le RIFEFF tente de monter un dossier PCSI, envisagez-vous une participation active ? (délais très serrés, cf site AUF 31 mai 2007)	
Oui	Algérie, France, Liban, Guinée, Québec, Niger, Roumanie, Sénégal, Viet Nam
Non	

Q°9. Une partie de vos formations est-elle réalisée à distance ?	
Oui	Algérie (pour partie), Québec (5%), Roumanie, Sénégal
Non	France, Liban Guinée, Niger, Viet Nam
L'envisagez-vous ?	
Oui	Guinée (pour partie), Niger
Non	Liban

Q°10. Seriez-vous partant pour réfléchir à une formation, pour partie à distance et commune avec d'autres établissements adhérents au RIFEFF? (Après échanges approfondis) ?	
Oui	Algérie, France, Guinée, Québec, Niger, Roumanie, Sénégal
Non	Liban, Viet Nam

Comme nous pouvons le constater, on note une forte diversité de réponses de durée de cursus (4 ou 5 ans), de cadre (dans ou hors LMD), d'existence actuelle de délivrance de crédits, de diplomation après les trois premières années d'études, de qualification de sortie, de formation pour parties ou non à distance... mais les collègues ont exprimé un souhait d'évolution vers des formations plus proches.

Le deuxième questionnaire, construit à la suite des réponses du précédent, tentait de dégager des pistes pour une démarche commune susceptible de s'inscrire dans le processus de Bologne, à savoir le LMD, en se focalisant sur un parcours de type Master. Nous donnons ci-dessous, avec les questions, les résultats de cette deuxième enquête, ainsi que sa conclusion provisoire :

Synthèse des réponses au questionnaire n° 2 et conclusion

(Comme pour le précédent questionnaire, l'établissement est désigné par son pays).

Contexte et justification:

Rappel : le contexte est celui d'une réflexion commune d'établissements qui souhaitent avancer en s'appuyant, entre autres, sur les expériences concluantes de collègues ayant, préalablement à cette étude, trouvé des solutions de qualité (en français éviter de "réinventer l'eau tiède") et de pouvoir proposer à leurs instances de tutelle et à leurs étudiants des parcours de formation performants et reconnus au delà de leurs frontières dans le respect des originalités de chacun (toutes les autres professions l'ont fait).

Il existera donc, dans ce contexte, des responsables d'établissements souhaitant s'associer et d'autres, qui, tout en ne souhaitant pas entrer dans le processus, pourront apporter leur expérience (réussite et difficultés) ou être intéressés par les travaux du groupe.

Q°11. Pensez-vous que la présentation d'une maquette commune (dans ses grandes lignes) par plusieurs établissements formateurs soit une plus-value pour chacun ?	
Oui	Algérie, France, Guinée, Québec, Niger, Roumanie, Sénégal, Viet Nam
Non	

Q°12. Si oui êtes-vous prêt à vous y investir ?	
Oui	Algérie, France, Guinée, Québec, Niger, Roumanie, Viet Nam
Non	

Q°12b. Si oui cette maquette doit-elle porter sur la totalité du cursus ?	
Oui	Viet Nam mais choix possible
Non	Algérie, France, Guinée, Québec (flexibilité), Niger, Roumanie

Q°13. ou sur les 2 dernières années de la formation ?	
Oui	Algérie, France, Guinée, Niger, Roumanie, Sénégal, Viet Nam (choix possible)
Non	Québec (flexibilité)

Q°14. Pensez-vous qu'il convienne d'aller plus loin en proposant un diplôme de type Master ou équivalent ?	
Oui	Algérie, France, Guinée, Québec, Niger, Roumanie, Sénégal, Viet Nam
Non	

Q°15. Si oui, ce diplôme doit-il être nouveau ?	
Oui	Algérie, France, Guinée, Québec, Niger, Roumanie
Non	Viet Nam

Q°16. ou s'intégrer au cursus existant si c'est le cas ?	
Oui	Sénégal, Viet Nam
Non	Viet Nam
Possible	Algérie, France, Québec, Niger

Q°17. La formation conduisant à ce nouvel éventuel diplôme, serait liée, pour les établissements intéressés, à un cursus de formation. Seriez-vous partant pour réfléchir à ce cursus avec d'autres établissements adhérents au RIFEFF ? (Après échanges approfondis) :	
Oui	Algérie, France, Guinée, Québec, Niger, Roumanie, Sénégal, Viet Nam
Non	

Q°18. Si oui pour une formation ayant des modules communs enseignés totalement localement ?	
Oui	
Non	Algérie, Niger, Sénégal, Viet Nam
Possible	France, Guinée, Québec, Roumanie

Q°19. Ou pour une formation ayant des modules communs avec une partie à distance ?	
Oui	Algérie, France, Guinée, Québec, Niger, Roumanie, Sénégal, Viet Nam
Non	

Q°20. Vos remarques personnelles (10-20 lignes). Les remarques de l'ensemble des collègues tournent autour de l'intégration des parcours de formation dans le cadre du LMD.	
<p>Remarque : Pour de nombreuses filières universitaires classiques disciplinaires, la démarche LMD s'avère plutôt facile, pour les filières de formation des enseignants, elle s'avère plus délicate compte tenu de cahiers des charges plus ou moins spécifique des Ministères de l'Education.</p>	

Conclusion provisoire après cette deuxième courte enquête :

Le travail sur une maquette commune a l'adhésion du groupe, il reste alors à définir ce que pourrait être une maquette commune (ou partiellement commune).

Concernant celle-ci, seules les deux années (dites de Master M1 et M2) sont retenues, ce qui simplifie le travail de réflexion, les étudiants se destinant au métier du professorat

ayant préalablement des parcours variés qui, à terme, devraient s'intégrer dans les trois années de licence (L1, L2, L3).

S'agissant du Master, un point important est de choisir entre un Master professionnel et un Master recherche. Il semblerait logique d'opter pour un Master dit professionnel celui-ci n'excluant pas une future ouverture sur la recherche.

Il ressort de nos échanges que ce Master devrait être nouveau (dans la majorité des cas) ou s'intégrer à un cursus existant si c'est le cas. Rien d'incompatible mais nous devons rappeler qu'il s'agit de former en quantité importante des professionnels de l'Education et qu'une telle formation de qualité (nous l'espérons) justifie d'un Master d'enseignant (ou de formateur) reconnu à l'égal de ceux des autres professions.

Il ressort également de ce questionnaire le souhait éventuel de pouvoir mutualiser cette formation professionnelle sur deux années ; la mutualisation peut être envisagée au sein d'établissements d'un même pays voire d'une sous-région mais aussi au sein d'un groupe tel que le notre.

S'agissant de la poursuite de ce travail, différents axes peuvent être envisagés en tenant compte de la remarque limitante suivante si nous considérons au sens strict **un Master de formation des enseignants** :

1- Chaque Ministère de tutelle de nos établissements est le futur employeur, de nos étudiants (s'il s'agit uniquement de former des enseignants), il estime donc, à juste titre, devoir imposer un cadre plutôt rigide dont il est persuadé que c'est le meilleur...

Ce n'est pas le cas pour d'autres Masters professionnels ouverts sur l'industrie ou les services par exemple où les débouchés sont plus liés à des facultés d'adaptabilité après des études certes de spécialités mais plus généralistes (ingénieurs, économistes, sociologues...).

Dans ce contexte, un peu restrictif, une piste de travail est donc la comparaison des « cahiers des charges » des Ministères concernés et de leur compatibilité dans leurs grandes lignes politiques.

2- Une deuxième piste, pouvant être menée parallèlement, est l'ébauche d'un cursus sur les deux années de formation, s'articulant après une licence, la plupart du temps disciplinaire, mais intégrant des modules préprofessionnels en vue du futur métier d'enseignant.

3 - Il apparaît évident qu'il convient de déconnecter le futur Master du processus de recrutement (dont on sait que le niveau est fluctuant).

Il semble souhaitable que **ce Master est un spectre plus large** que celui simplement d'enseignant pour l'Etat considéré et ceci pour les raisons suivantes :

- en élargissant les débouchés à la formation de formateurs ou aux métiers de la formation (en entreprises, collectivités...), on permet à des étudiants non recrutés par les filières de l'éducation au sens strict d'autres carrières toutes aussi intéressantes ;
- on permet également une carrière dans d'autres pays que celui d'origine ;
- on augmente pour des étudiants ou auditeurs l'attractivité de celui-ci.

Autre point important, ce Master doit pouvoir être acquis, aussi, dans le cadre de la formation continue en tenant compte des acquis de l'expérience.

A la suite des considérations ci-dessus, nous avons proposé au groupe un troisième questionnaire qui devait nous permettre de clore la première phase de notre réflexion et que nous avons synthétisé en octobre avec une présentation à notre colloque (courte présentation en atelier).

Nous travaillons en faisant l'hypothèse que le futur diplôme est préparé après un niveau licence ou équivalent, d'où la réalisation d'un troisième questionnaire dont les résultats suivent.

Le questionnaire n° 3 avec ses résultats :

21- Avez-vous une maquette de Master sur deux ans :

OUI :

Guinée : Master en Sciences de l'Éducation à orientation recherche mais pas encore mis en œuvre, faute de ressources professorales.

Liban : 2 Masters professionnels en sciences de l'Éducation (option « gestion scolaire », formation des responsables d'établissements et option « coordination disciplinaire et conseil pédagogique »), formation de coordinateurs de matières et de conseillers pédagogiques.

Un Master recherche en sciences de l'éducation, formation de futurs chercheurs.

Remarque : existence de Masters en Education préscolaire et primaire et en Orthopédagogie à l'Institut libanais d'éducateurs.

Sénégal : Master en développement intégré de la petite enfance (plusieurs spécialités : éducation, santé et nutrition).

Vietnam : Cas particulier : recrutement à bac + 4 avec formation en 2 ans pour niveau équivalent au Master en didactique du français langue étrangère.

NON : Algérie, France, Québec, Niger, Roumanie

Si oui, êtes-vous en mesure d'en donner les grandes lignes (objectifs, conditions d'admission, structure, M1, M2, découpage...) et le lieu où l'on peut l'étudier de plus près (site de l'Université...).

OUI :

Guinée : un document à demander

Liban : un document à demander

Sénégal : un document à demander

NON : Vietnam ; pas de document

22- Si non, Avez-vous une étude sur la création de ce Master en 2 ans ?

OUI : *France, Niger*

NON : *Algérie* (discussions), *Québec* (discussions), *Roumanie* (en attente de textes)

Si oui, pouvez-vous préciser le stade d'avancement en une vingtaine de lignes

OUI : pour la *France* il y a enfin une commande de l'Etat mais il faut l'articuler avec les concours de recrutement à bac+ 4.

Pour le *Niger*, passage d'un système qui recrute les enseignants au niveau maîtrise et les forme en un an (CAPES) à un système 3 + 2.

NON : si oui : objectif, maquette et contenu, date de mise en place, régime transitoire : non suffisamment avancé.

23- Le Master existant ou en cours de réflexion est-il « de formation d'enseignants au sens strict » ?

OUI : *Algérie* (dans un premier temps), *Liban, Niger, Vietnam*

NON : *Guinée, Sénégal*

A l'étude : *France, Québec*

Ou de « formation de formateurs » (enseignants, éducateurs, formateurs en entreprise...)?

OUI : *Guinée, Sénégal*

NON : *Niger*

A l'étude : *Algérie, France, Québec*

24- Pensez-vous que ce Master doit offrir des débouchés aux étudiants allant au-delà de ceux de l'Education Nationale du pays ?

OUI : *France, Guinée, Liban, Québec, Niger, Sénégal, Vietnam*

NON : Roumanie
A l'étude : Algérie

25- Ce Master ou futur Master pourra-t-il être acquis aussi par la voie de la formation en cours d'exercice (formation continue) ?

OUI : Algérie, France, Guinée, Liban, Québec, Niger, Sénégal, Vietnam
NON : Roumanie

26- Doit-il avoir un caractère de reconnaissance nationale ?

OUI : Algérie, France, Guinée (les 2 reconnaissances), Liban, Québec, Niger, Roumanie, Sénégal, Vietnam
NON :
ou locale (de l'Université ou de l'Institut X...)
OUI : Guinée (les 2 reconnaissances)
NON :

27- Afin, à ce stade, d'avancer concrètement sur ce dossier, êtes vous d'accord pour mettre en commun vos documents de synthèse sur ce dossier ?

OUI : Algérie, France, Guinée, Liban, Québec, Niger, Sénégal, Vietnam.
OUI sous telle réserve :
NON :

28- Vos remarques personnelles : Cf la synthèse ci-dessous.

Synthèse des réponses au questionnaire N°3 :

21- Concernant l'existence d'une maquette de Master de formation des enseignants au sein du groupe, nous pouvons faire le constat suivant :

Le *Liban* a mis en place des cursus dont un correspond à la formation de conseillers pédagogiques, le dispositif est opérationnel et a été présenté en Guadeloupe.

Le *Sénégal* démarre un Master sur la petite enfance (début des cours prévu en février 2008). Il dispose par ailleurs de deux Masters qui fonctionnent (un Master en éducation et un Master en politique sectorielle et gestion des systèmes éducatifs avec 4 autres pays africains).

La *Guinée* a une maquette d'un Master recherche mais qui n'est pas opérationnel pour l'instant.

Le *Vietnam* possède une forme comparable mais sur 6 ans en tout.

Sur cette question, sauf erreur, seuls le *Liban* et le *Sénégal* sont réellement opérationnels dans notre contexte du LMD mais avec des variantes pour le recrutement par la suite.

22- S'agissant de l'étude de création du Master en 2 ans, les 5 pays qui répondent oui ou non sont en cours de réflexion ou d'attente de textes officiels, donc les différences sont moins importantes que le laisse paraître le questionnaire.

23- Le choix d'un Master d'enseignants ou de formation de formateurs en réflexion prend en compte, sans doute, l'histoire de pays et ses objectifs d'où une séparation entre ceux (établissements ou pays) qui privilégient une formation de leurs enseignants voire de leurs conseillers pédagogiques et ceux qui pensent, même si la réflexion en est au début, qu'un Master de formation de formateurs peut élargir le public et les débouchés.

24- Un Master offrant des débouchés au-delà de ceux de l'éducation nationale du pays fait la quasi unanimité, ce qui paraît une perspective prometteuse si l'on est au sein d'une sous-région voire d'une région en complémentarité.

25- De même, l'acquisition de ce Master par la voie de la formation continue est plébiscitée.

26- De même que sa reconnaissance au niveau nationale, nous sommes dans une logique de diplomation d'Etat.

27- Les membres du groupe sont, sans surprise, d'accord pour poursuivre les échanges et mettre en commun leurs documents.

28- S'agissant de remarques personnelles, l'échange d'expériences sur le Master, la collaboration sont considérés comme utile (Algérie, Guinée,etc), la nécessité de divers débouchés est mentionnée (France), une extension de formation de 4 à 5 années universitaires est considérée intéressante (Québec), les difficultés de passer de l'ancien système (licence, maîtrise ou bac + 4, concours,etc) au système LMD sont relevées (France, Niger,etc) et des Masters en cotutelle sont suggérés (Vietnam).

Conclusions générales concernant ce travail préliminaire :

A ce stade, il est proposé au groupe de mettre en place une étude de faisabilité pour un Master francophone de formation d'appellation et d'objectif plus ou moins large :

- de formation des enseignants ;
- de formation de formateurs ;
- des métiers de la formation.